Copie anonyme - n°anonymat : 506797

V9-00408 506797 Sc.So. B/L

Code épreuve : 286 | Nombre de pages : 12 | Session : 2025

Épreuve de : Sciences Sociales

Consignes

- *Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer*
- *Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir*
- *Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)*
- *Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)*
- *Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre*

L'article de Christian Bauffret, « Les trois singes de la finance publique » (2024), est symptomatique du fait que, de plus en plus de Français sont inquiets face à l'augmentation de la dette de l'Etat qui pose, à terme, la question de la soutenabilité de celle-ci.

Alors que la question du budget 2025 a suscité tant de débats, « les politiques économiques face à la soutenabilité des dettes » est un sujet éminemment d'actualité, l'Assemblée s'étant divisée entre les partisans de la conservation voire du renforcement de l'Etat providence et ceux affirmant la nécessité de limiter les dépenses publiques.

« Les politiques économiques face à la soutenabilité des dettes » est un sujet équivoque. En effet, cet énoncé peut tant désigner les politiques économiques qui tentent de prévenir la mise en place d'une dette non soutenable en amont que celles qui tentent de se positionner face à une dette déjà présente et importante, qui risque de ne bientôt plus être soutenable, afin de limiter celle-ci. De plus, ce sujet nous invite à considérer les politiques économiques qui jugent que la dette sera soutenable et qu'il faut privilégier d'autres critères que ~~l'étude de l'im~~ la limitation du déficit public lorsqu'une politique économique est menée

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

Enfin, ce sujet nous invite à nous demander si les politiques économiques sont vraiment modifiées lorsqu'une dette risque de ne plus être soutenable, comment elles le sont si c'est le cas. Il s'agira également d'étudier les politique économique qui alimentent le risque d'insoutenabilité des dettes dans la mesure où elles se positionnent face à celui-ci, l'estimant peut-être moins important qu'il ne l'est vraiment ou privilégiant d'autres critères.

Cette multiplicité d'interprétations du sujet est due à la difficulté que l'on peut éprouver lorsqu'on cherche à en définir certains termes. Les politiques économiques désignent, elles, l'ensemble des décisions et annonces de la Banque Centrale ~~tandis~~ ainsi que celles du gouvernement qui concernent les dépenses et les recettes publiques. L'ambiguité réside surtout dans ~~le terme~~ l'énoncé « soutenabilité des dettes ». Si une dette désigne le montant que doit un débiteur à un créancier, la soutenabilité ~~des dettes~~ est bien plus complexe à établir. Celle-ci désigne la capacité d'un acteur à s'acquitter d'une dette contractée. Cependant, en particulier lorsque l'on s'intéresse à l'Etat, il est ardu de définir un seuil précis. Dans le cas ~~des ménages, la~~ de celui-ci comme des entreprises et des ménages, la soutenabilité dépend aussi de variables exogènes. La soutenabilité des dettes de ces trois acteurs sera traitée ici, comme le pluriel du mot dette dans le libellé du sujet nous invite à le faire, mais toujours en considérant la réaction de l'Etat et de la Banque centrale face à celle-ci à travers la décision de

mener certaines politiques économiques.

Dans quelle mesure les politiques économiques peuvent-elles être modifiées face à la soutenabilité des dettes et agir sur celle-ci?

Il peut y avoir une modification des politiques économiques afin de limiter le poids des dettes, en particulier lorsqu'on n'estime que celles-ci ne sont pas soutenables. Cependant le seuil à partir duquel une dette n'est plus soutenable est difficilement définissable; dès lors, des politiques économiques peuvent faire fi de la soutenabilité des dettes dans un certain contexte. Enfin, l'État peut être limité dans les politiques économiques qu'il mène face à la soutenabilité de la dette par diverses variables.

Tout d'abord, les politiques économiques peuvent favoriser la mise en place d'une situation dans laquelle la dette est soutenable.

Des indicateurs peuvent permettre de nous renseigner sur la soutenabilité de la dette; pour éviter que ceux-ci soient défavorables des règles peuvent être mises en place en amont pour tenter d'encadrer les politiques économiques. La soutenabilité des dettes publiques dépend du taux de l'endettement passé, de son importance et de son poids qui est relatif au taux d'intérêt réel et au taux de croissance, et de son solde primaire. Pour éviter que les États européen soient dans une situation d'insoutenabilité, la Banque centrale européenne (BCE) fixe des règles afin que ces éléments soient dans une situation favorable. Le Pacte de Stabilité et de Croissance de 1997 contraignait ainsi les États européens de la zone euro à ne pas avoir une dette de plus de 60% de

leur Produit Intérieur Brut (PIB) et un déficit conjoncturel excédant 3%, le déficit structurel se devant d'être nul. De même, l'Etat contraint les ménages à ne pas ~~être~~ devoir rembourser une dette à plus d'un tiers de leur revenu mensuel. Dès lors, des ~~#~~ règles sont fixées pour contraindre l'Etat à mener des politiques économiques qui lui permettent d'avoir une dette soutenable et des ~~décis~~ politiques encadrent, de même, les pratiques d'endettement des ménages.

En dépit de la mise en place de politiques encadrant leurs pratiques en amont ~~pour~~ prévenir la mise en place d'une dette non soutenable, les Etats peuvent se retrouver dans des situations où la soutenabilité de leur dette peut sembler menacée et mener alors des politiques structurelles pour tenter de prévenir une situation de faillite. Si le critère de la soutenabilité de la dette n'a pas été le seul à décider la Suède à mener les politiques recommandées par Assar Lindbeck dans son rapport de 1997, celles-ci ont eu une incidence certaine ~~sur~~ cette variable-ci. En effet, la dette suédoise est passée de 90% du PIB à 60% de celui-ci, le taux de croissance s'est amélioré et le déficit primaire s'est réduit. Cet assainissement de la situation est le résultat de la mise en place de politiques d'augmentation des impôts et de diminution des dépenses publiques qui ont pourtant eu des effets keynesiens. Cela s'explique par le fait ~~que~~ qu'un effet Ricardo-Barro à l'envers a sans doute été à l'~~oeuvre~~, ~~prévoyant~~ anticipant une diminution ~~des~~ de la dette et donc du poids des impôts à terme les ménages ont davantage consommé. Cela s'explique également par le fait que les postes de dépenses qui ont été réduits, ~~comme~~ ont été ciblés, ~~les retrait~~ une réforme des retraites a par exemple été mise en oeuvre alors que les dépenses en recherche et développement et en éducation ont été accru. De plus,

IMPRIMERIE NATIONALE – 2021-12-PF 018 751

Copie anonyme - n°anonymat : 506797

Emplacement QR Code

Code épreuve : 286 | Nombre de pages : 12 | Session : 2025

Épreuve de : Sciences Sociales

Consignes

- *Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer*
- *Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir*
- *Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)*
- *Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)*
- *Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre*

une politique conjoncturelle de cassonne faible a été menée qui a facilité les expatriations. Tous ces éléments ont concouru à ce que le PIB augmente, le déficit et la dette se réduise, ce qui a amélioré la soutenabilité de la dette suédoise. Dès lors, des politiques économiques peuvent être menées en aval, lorsqu'on estime déjà que l'on a une dette publique trop importante afin d'améliorer la soutenabilité de celle-ci.

Pour mener des politiques économiques conjoncturelles de relance lorsque cela s'avère nécessaire, politiques qui ne menacent pas la soutenabilité des dettes en n'aggravant pas de façon démesurée le poids de celles-ci, certaines données sont à privilégier. Olivier Blanchard, Paulo Mauro et Dell'Ariccia, dans « Rethinking Macroeconomic Policy » (2011) estiment que, lorsqu'il y a une crise et qu'une politique budgétaire doit être menée pour relancée l'économie celle-ci doit être « timely », c'est-à-dire arriver au bon moment, « targetted », ciblée, et « temporary », limitée dans le temps. De plus, si l'augmentation des dépenses publiques s'accompagne d'une égale augmentation des impôts, le déficit public ne s'aggrave pas et le PIB augmente autant que ~~le montant de cette~~ les dépenses publiques se sont accrues, comme l'explique ~~Haavelmor~~ Haavelmo (1947). On peut

Représenter cela ainsi :

on a $\Delta T = \Delta G$.

or $\Delta Y = \frac{-c}{1-c} \cdot \Delta T + \frac{1}{1-c} \Delta G$

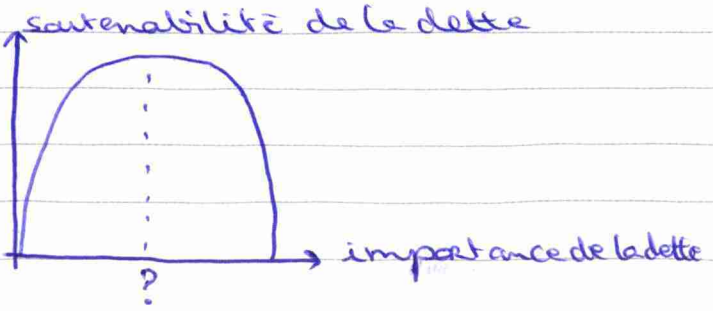
$\Leftrightarrow \Delta Y = \frac{-c}{1-c} \cdot \Delta G + \frac{1}{1-c} \cdot \Delta G$

$\Leftrightarrow \underline{\Delta Y = \Delta G}$

Dès lors, certaines politiques économiques conjoncturelles sont à ~~favorisées~~ favoriser lorsque cela s'avère nécessaire afin de ne pas nuire à la soutenabilité de la dette, de façon à ce que le PIB augmente sans que le déficit public ne se détériore.

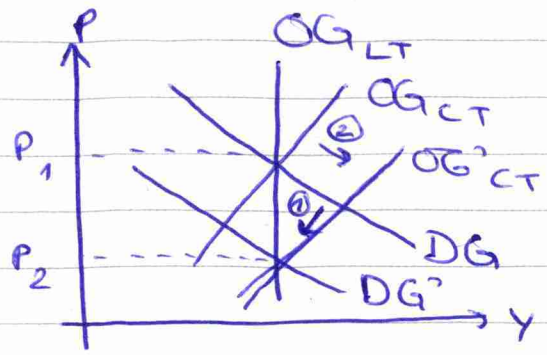
Cependant, le seuil à partir duquel une dette n'est plus soutenable est difficilement définissable ; dès lors des politiques économiques peuvent ne pas se centrer sur la question de la soutenabilité de certaines dettes dans un contexte donné.

Le seuil de soutenabilité étant difficilement définissable, les politiques économiques peuvent peiner à s'adapter face à celui-ci. La courbe de Laffer nous indique que ce seuil d'insoutenabilité existe mais ne nous le PRÉCISE pas :



De même, l'initiative de Reinhardt et Rogoff pour établir un ~~maximum~~ montant de dette maximum à partir duquel un Etat n'est plus soutenable s'est révélé être un échec. Ce seuil, qu'il fixe à 60% dans Cette fois c'est différent, s'est trouvé contre-dit par leurs étudiants et par les faits, la France ayant par exemple un endettement de 120% de son PIB soit 3000 milliards d'euros. De plus, certains défendent le fait que la France ~~est~~ serait « too big to fail », que trop de créanciers auraient ~~int~~ intérêt à ce qu'elle rembourse sa dette pour la laisser faire faillite. On perçoit donc la difficulté qu'il peut y avoir à mener des politiques économiques face à la soutenabilité des dettes si le seuil de soutenabilité de la dette de l'Etat lui-même est aussi difficilement définissable. De ce fait, certains défendent le fait de ~~mener~~ mener des politiques économiques qui ne prennent pas en considération la question de la soutenabilité de la dette, étant donné que ce seuil est difficilement définissable et qu'il n'est pas certain que l'Etat français soit un jour dans une situation d'insoutenabilité.

Lorsque la dette des ménages n'est plus soutenable, des politiques économiques peuvent conduire à ce que la dette de l'Etat augmente, accroissant le risque d'insoutenabilité de celle-ci, car ce n'est alors pas le critère privilégié. En effet, lors de la crise de 2008, après la faillite de ~~2008 et~~ Lehman's Brother et l'incapacité des ménages américains à rembourser les crédits subprimes contractés, le pays risquaient de s'enfoncer dans la dépression. Après un choc de demande globale négatif, un choc d'offre global positif risque d'en résulter du fait de la baisse des salaires réels qui sont « risqueux » comme l'explique Keynes dans Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (1936). On peut représenter cela ainsi :



($P_1 \rightarrow P_2$)

La dépréciation de la monnaie conduit à ce que les ménages consomment moins ce qui contribue à enfoncer encore davantage le pays dans la crise comme l'explique ~~Erving~~ le classique Irving Fisher dans « La théorie des grandes dépressions par la dette et la déflation » (1909). Dès lors, lorsque les ménages ne ~~sont~~ plus en capacité de ~~rembourser~~ leurs dettes ~~de~~ comme en 2008 ce qui conduit à une situation de crise économique, des politiques de relance budgétaires ↓ peuvent être menées, même si elles ont pour conséquence d'augmenter la dette des Etats. Le critère de la soutenabilité de la dette publique est, ainsi, devant la crise, plus toujours celui qui est favorisé dans les choix des politiques économiques.

Enfin, certains affirment que, quelque soit la conjoncture économique, en théorie, un Etat souverain quant à l'émission de sa monnaie n'a pas besoin de mener des politiques économiques qui ~~ne~~ se préoccupent de la soutenabilité des dettes. La Modern Monetary Theory stipule, ainsi, qu'un Etat devrait favoriser des politiques économiques qui ont des incidences significatives sur l'économie réelle ~~sans~~ se préoccuper du déficit ~~potentielle~~ potentiel que de telles politiques peuvent entraîner étant donné ~~de~~ qu'il pourra toujours ~~financer~~ financer sa dette grâce à l'émission de monnaie. Stephanie Kelton, dans Le mythe du déficit (2011), dénonce ~~ainsi~~ le fait que les politiques menées par le gouvernement fédéral prennent en compte la maîtrise ~~de~~ du déficit et de la soutenabilité de la dette alors que l'Etat

IMPRIMERIE NATIONALE – 2021-12-PF 018 751

Copie anonyme - n°anonymat : 506797

Emplacement QR Code

Code épreuve : 286 | Nombre de pages : 12 | Session : 2025

Épreuve de : Sciences Sociales

Consignes

- *Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer*
- *Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir*
- *Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)*
- *Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)*
- *Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre*

américain ~~peut~~ pourrait imposer à la FED de financer des politiques en faveur de l'éducation ou d'une meilleure protection des travailleurs. Dès lors, si un Etat est souverain quant à l'émission de sa monnaie, il devrait mener des politiques économiques qui ne prennent pas en considération la soutenabilité de la dette publique, aux yeux de certains économistes.

Même si l'Etat reste convaincu qu'il faut qu'il mène des politiques économiques qui lui permettent d'avoir une dette soutenable il peut ne pas toujours être en mesure de mettre en place celles-ci.

Tout d'abord, lorsque la Banque Centrale ~~est~~ d'un pays est indépendante, elle peut refuser de mener des politiques économiques qui ~~financent le déficit du gouvernement~~ financent le déficit potentiel du gouvernement et donc elle peut refuser d'agir sur la soutenabilité de la dette d'un Etat. Plusieurs économistes européens soulignent que, face à l'augmentation des titres des dettes publiques des Etats membres détenus par la BCE, il serait facilement possible ~~d'atteindre~~ d'améliorer la soutenabilité des dettes publiques des pays de la zone euro ~~parce~~ que la

BCE annule les dettes qu'elle détient. C'est ce que défendent, entre autre, Thomas Piketty et Jézabel Couppey-Soubeyran dans la tribune parue dans Le Monde : « l'annulation des titres de la dette publique que la BCE détient constituerait un premier signal fort de la reconquête par l'Europe de son destin » (2023). Cependant certains s'élèvent contre cette alternative, tel l'ancien Président de la Banque de France Jean-Claude Trichet, expliquant que cela serait un signal négatif quant à l'indépendance de la BCE qui apporte d'autres avantages. Dès lors, il semble que ~~l'Etat puisse être limité dans~~ certaines politiques économiques qui pourraient permettre d'améliorer la soutenabilité des dettes ~~sont inenvisageable~~ difficilement envisageables de fait certaine autres des contraintes.

De plus, les politiques économiques face à la soutenabilité des dettes menée par le gouvernement sont étroitement dépendante d'un contexte donné. En effet, un gouvernement ne peut modifier comme il le souhaite les dépenses publiques qui peuvent agir sur le solde budgétaire. Il y a ~~une~~ un certain incrémentalisme dans les dépenses publiques, comme l'explique Alexandre Siné en 2011. Certains postes ne peuvent facilement évoluer vers une diminution, tel l'Education Nationale. La structure des dépenses publiques dépend étroitement de ce qui a été fait par les gouvernements précédents ainsi que du modèle en place, avec un Etat providence fort développé en France par exemple. De plus, la structure des dépenses publiques suit des cycles électoraux,

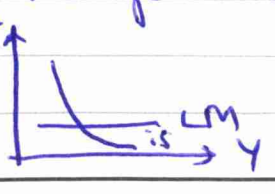
en particulier dans les pays avec un fort bipartisme comme les Etats-Unis. William Nordhaus dans « Political Business Cycles » explique ainsi que les dépenses publiques tendent à augmenter avant les élections. Dès lors, les politiques économiques face à la soutenabilité de la dette ne sont pas le fruit de simples décisions politiques ~~et mais sont étroitement~~ qui correspondent à une idéologie donnée mais dépendent étroitement d'autres variables, tant lorsqu'on s'intéresse ~~au budget~~ à la structure du budget gouvernemental qu'à la dette qui est le résultat de politiques menées précédemment.

Une dette qui était soutenable peut ne plus l'être ~~pour des~~ du fait de l'évolution de certaines variables qui ne dépendent pas entièrement des politiques économiques menées. Si, lorsque le taux d'intérêt réel faible un financement par la dette peut être privilégié, la soutenabilité de celle-ci se trouve menacée lorsque le taux d'intérêt réel augmente :

$$\text{Rentabilité financière} = \text{Rentabilité économique} + \frac{\text{Fonds propres}}{\text{dette}}\left(\text{Rentabilité économique} - \text{taux d'intérêt réel}\right)$$

$$\Leftrightarrow RF = RE + \frac{FP}{D}(RE - R)$$

C'est ce qu'explique Vivien Maarek et Lévy Garboua dans La Dette, le Boom, la crise (1985). Si le taux d'intérêt réel peut, certes, être influencé par certaines politiques économiques de la BCE ou de l'Etat, il ne dépend pas que de ceux-ci. Dès lors, la soutenabilité de la dette peut être menacée par certaines variables face auxquelles les politiques économiques peuvent se révéler inefficace, par exemple lors d'une situation de trappe à liquidité :



. ~~Dès~~ On constate

donc que les politiques économiques peuvent ne pas être en mesure d'agir sur la soutenabilité des dettes, une politique monétaire conventionnelle étant ici inutile et une politique budgétaire n'influençant pas le taux d'intérêt nominal. Les politiques économiques, même lorsqu'elles veulent ~~tout~~ rendre les dettes soutenables, peuvent ne pas être en mesure de le faire.

Les politiques économiques peuvent donc chercher à ce que les acteurs économiques aient une dette soutenable, en mettant en place certaines règles en ~~aval~~ amont ou, en aval, en tentant de diminuer ~~celle-ci~~, celle-ci ou en agissant sur le déficit primaire. ~~De même~~ Cependant, la difficulté qu'il y a à établir un seuil à partir duquel la dette est soutenable est une des raisons qui explique pourquoi les politiques économiques peuvent choisir de considérer d'autres ~~critères~~. Enfin, les politiques économiques peuvent ne pas être à même d'agir sur la soutenabilité des dettes des acteurs économiques, d'autres variables entrant en considération et influençant celle-ci.

IMPRIMERIE NATIONALE – 2021-12-PF 018 751